

Présentation du Rapport d'expertise sur les effets
macroéconomiques du paquet d'accords avec l'UE et analyse du
point de vue des entrepreneurs:

**«L'utilité macroéconomique du paquet
d'accords avec l'UE est discutable»**

Conférence de presse, le 10 mars 2026

Les intervenants

- **Prof. Dr Mark Schelker**
Chaire d'économie publique, Université de Fribourg
- **Dr. Luzius Meisser**
Entrepreneur, membre du conseil d'administration de Bitcoin Suisse
- **Prof. em. Dr. Giorgio Behr**
Entrepreneur, président du conseil d'administration de Behr Bircher Cellpack
BBC Group
- **Dre Alexandra Janssen**
Entrepreneure, PDG d'ECOFIN Portfolio Solutions SA

Paquet d'accords Suisse-UE

Expertise réalisée pour le compte d'autonomiesuisse

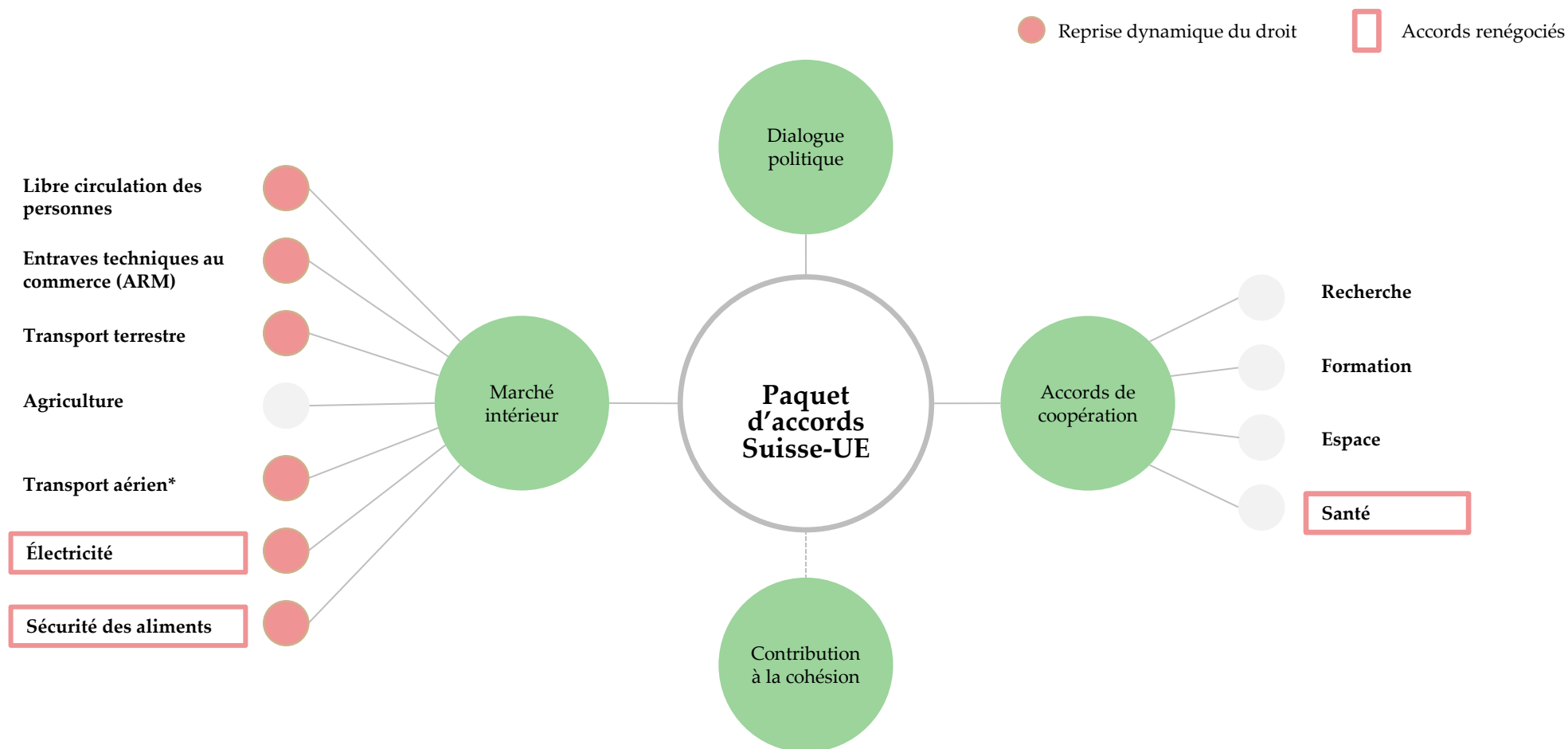
10.03.2026

Prof. Dr Mark Schelker, Université de Fribourg

Dr Michael Funk, Swiss Economics

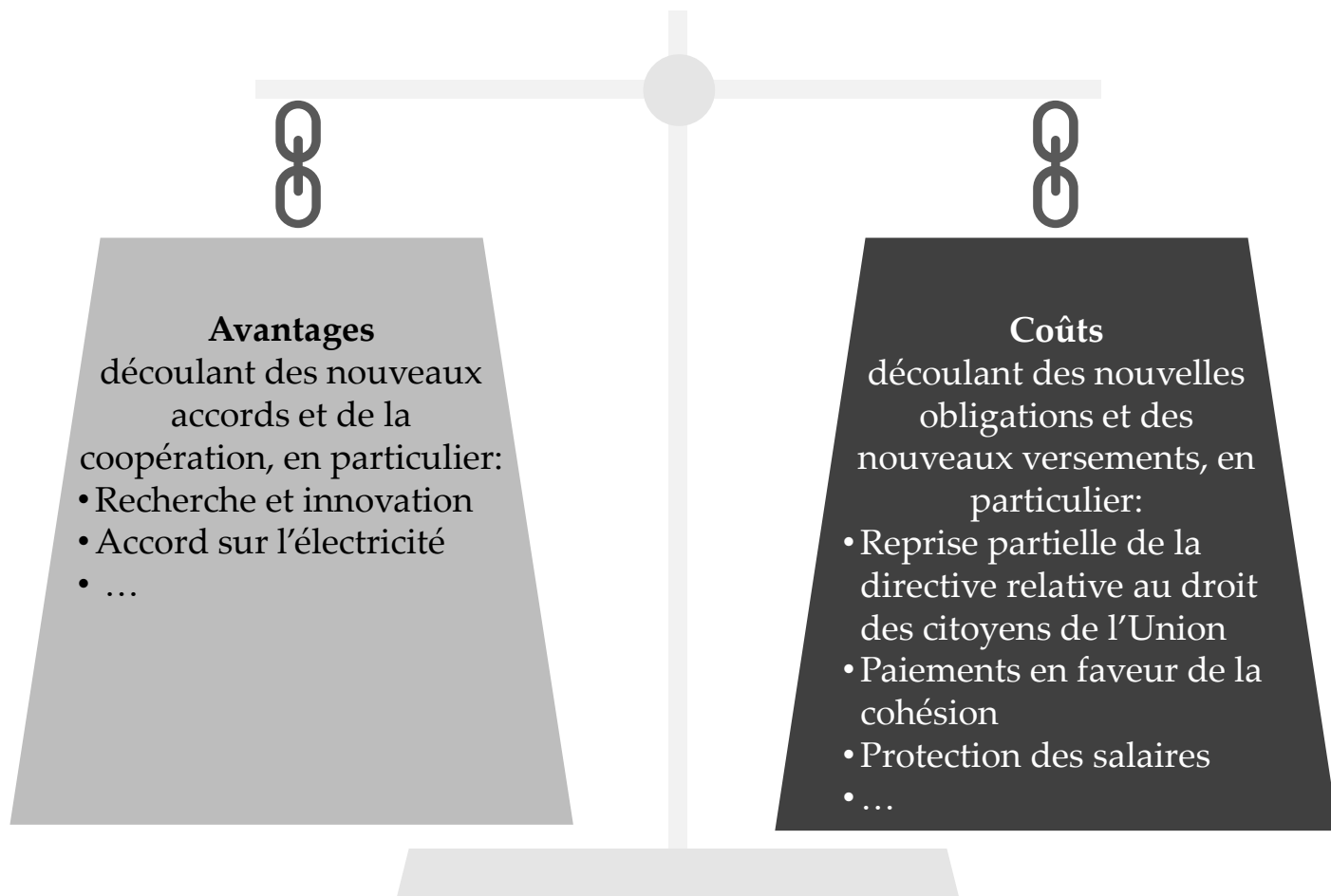


Aperçu du paquet d'accords Suisse-UE



Avantages et coûts des composantes supplémentaires

Selon des études réalisées par la Confédération, les coûts supplémentaires et les avantages du paquet d'accords s'équilibrent à peu près

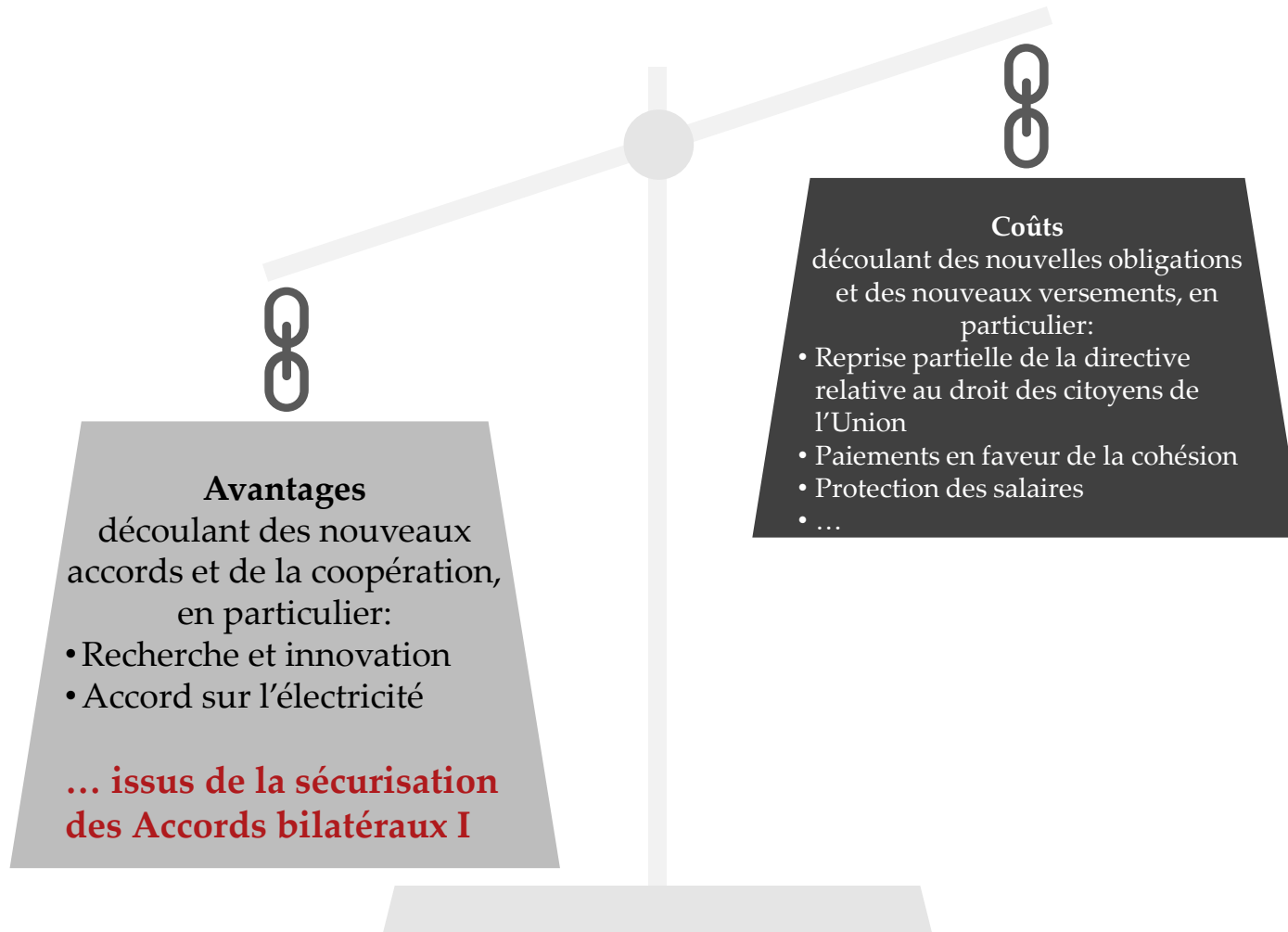


Études de la Confédération sur le paquet d'accords Suisse-UE

- BSS (2025). Einzelförderung der EU-Rahmenprogramme für Forschung und Innovation. Auswirkungen der Schweizer Beteiligung. Étude commandée par le SEFRI.
- Infras (2025). Vertiefungsstudie MRA – Fallbeispiel Medizinprodukte. Étude commandée par le SECO.
- Ecoplan (2025a). Accord sur l'électricité entre la Suisse et l'UE. Conséquences économiques. Étude commandée par l'OFEN.
- Ecoplan (2025b). Analyse d'impact réglementaire (AIR) externe à l'administration concernant la transposition partielle de la directive relative au droit des citoyens de l'Union. Répercussions sur les institutions publiques. Étude commandée par le SEM.

Avantages et coûts de l'ensemble du paquet d'accords selon le Conseil fédéral swiss economics

Argument du Conseil fédéral: Le paquet d'accords Suisse-UE empêche l'érosion des Accords bilatéraux I



Étude de la Confédération sur l'importance des Accords bilatéraux I

- Ecoplan (2025c). Conséquences économiques d'une extinction des Accords bilatéraux I. Mise à jour de l'étude Ecoplan 2015 commandée par le SECO.

Chiffres clés (Ecoplan, 2025c)

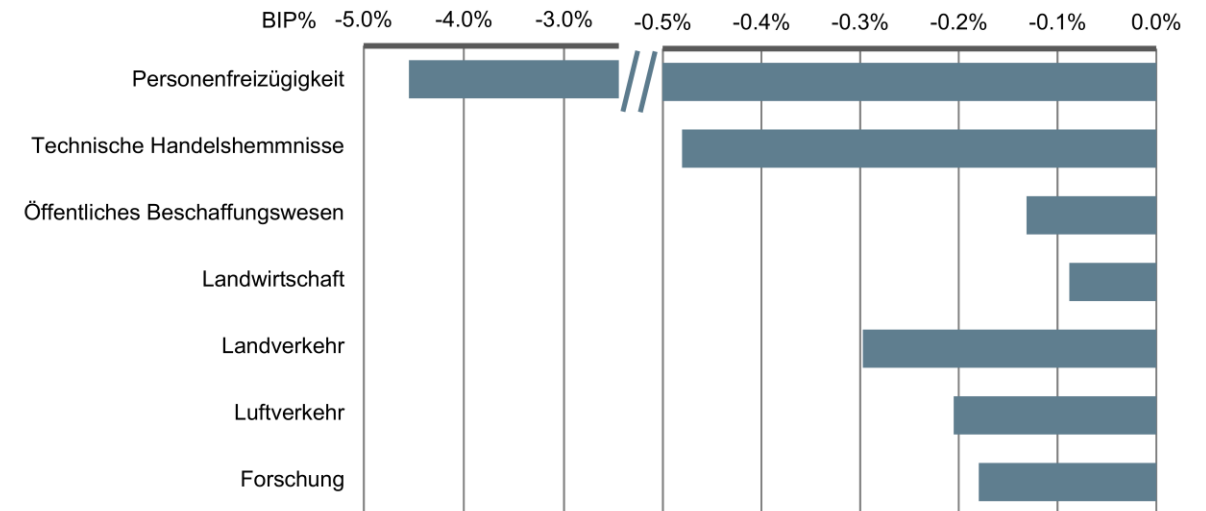
- Sans les Accords bilatéraux I, le PIB en 2045 (réduction de l'immigration de 20 000 personnes par an) serait
 - inférieur de 4,9% en valeur absolue à celui prévu avec les Accords bilatéraux I
 - inférieur de 1,65% par habitant à celui prévu avec les Accords bilatéraux I
- Perte de revenus: CHF 2545 par habitant (revenus du travail et du capital)

Extinction des Accords bilatéraux I

Libre circulation des personnes avec l'effet le plus important sur le PIB selon Ecoplan (2025c).

- Selon Ecoplan (2025c), l'effet sur le PIB repose presque exclusivement sur l'immigration
- Autres accords: influence à peine mesurable
- L'argument principal de l'«accès au marché» n'est pas confirmé

Abbildung 3: «Isolierte» Auswirkungen jedes einzelnen Abkommens im Jahr 2045



Source: Ecoplan (2025c), p. 9

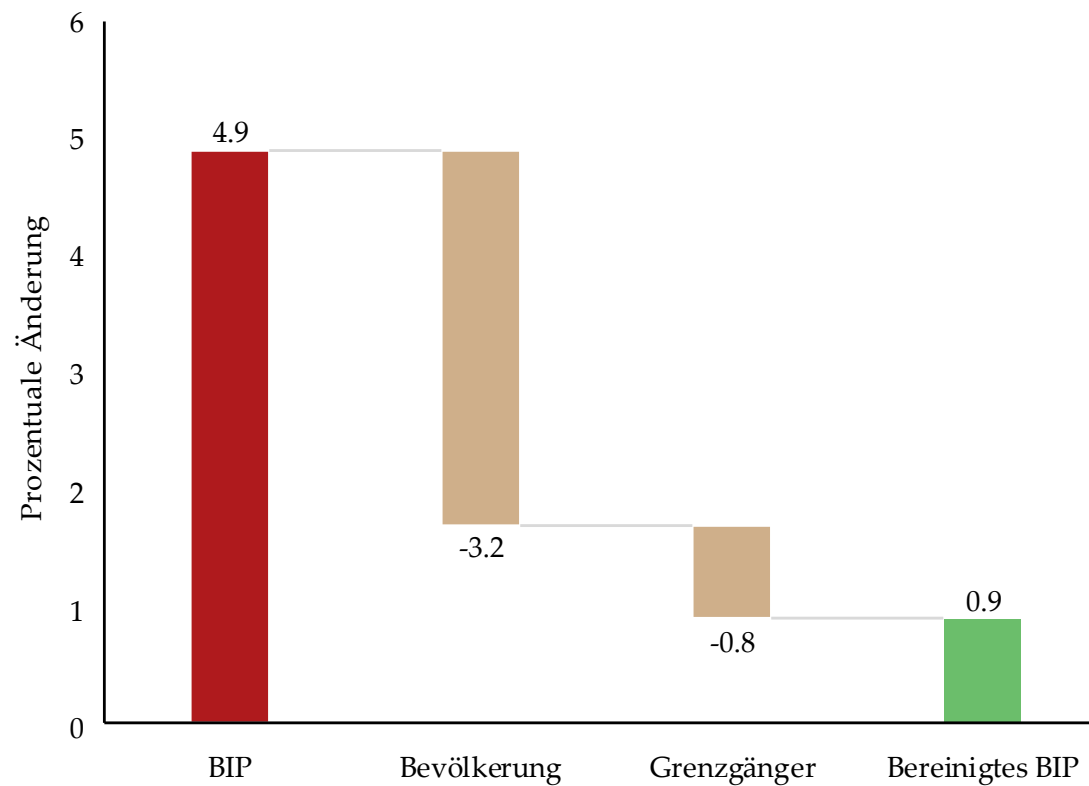


L'accès au marché est principalement garanti par l'accord de libre-échange (1972)

Extinction des Accords bilatéraux I

Faible perte de prospérité pour la population résidente

- La majeure partie de la baisse du PIB (par rapport à un scénario avec les Accords bilatéraux I) ne concerne pas la population résidente:
 - Baisse de la croissance démographique: environ 3,2%
 - Baisse du nombre de frontaliers (~45 000): environ 0,8%



*Effet pour la population résidente
actuelle +0,9% du PIB d'ici 2045*

Extinction des Accords bilatéraux I

La perte de revenu de CHF 2500 est largement surestimée

Revenu du travail: -4,26 milliards (concept de résidence)

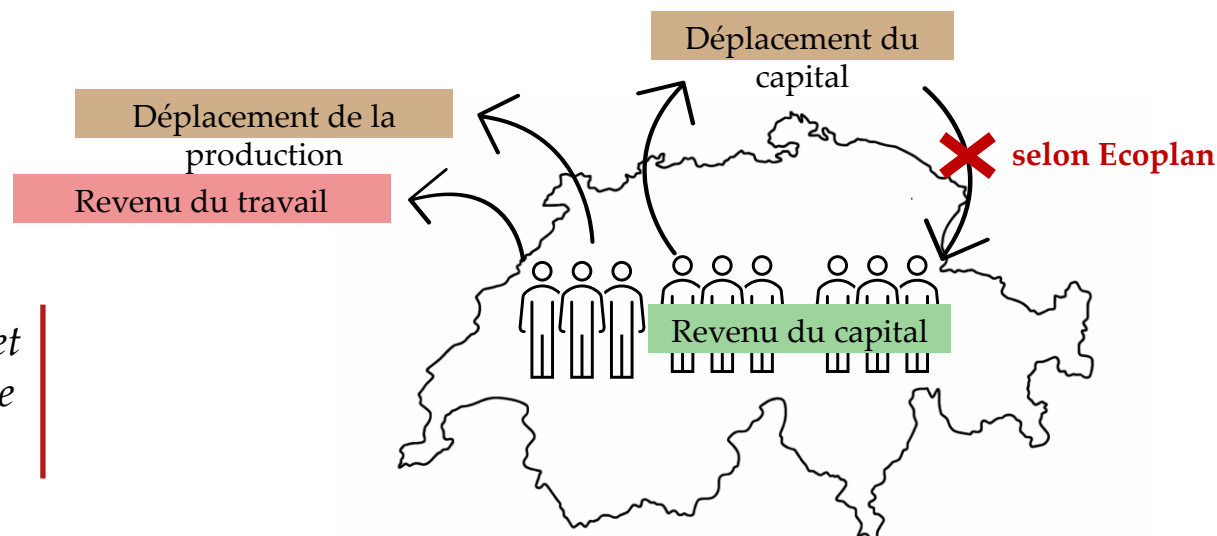
- La baisse de l'offre de main-d'œuvre → augmente les salaires
- Mais: Ecoplan part du principe qu'une partie de la production sera délocalisée à l'étranger → réduction des salaires
- Perte nette de revenu du travail: 0,27 à 1,08% d'ici 2045

Revenu du capital: -22,15 milliards (concept de territoire)

- Le capital mobile est délocalisé à l'étranger → les rapports de propriété ne changent pas.
- Le revenu reste entre les mains des résidents nationaux
- La baisse de revenu du capital immobilier touche également les propriétaires étrangers

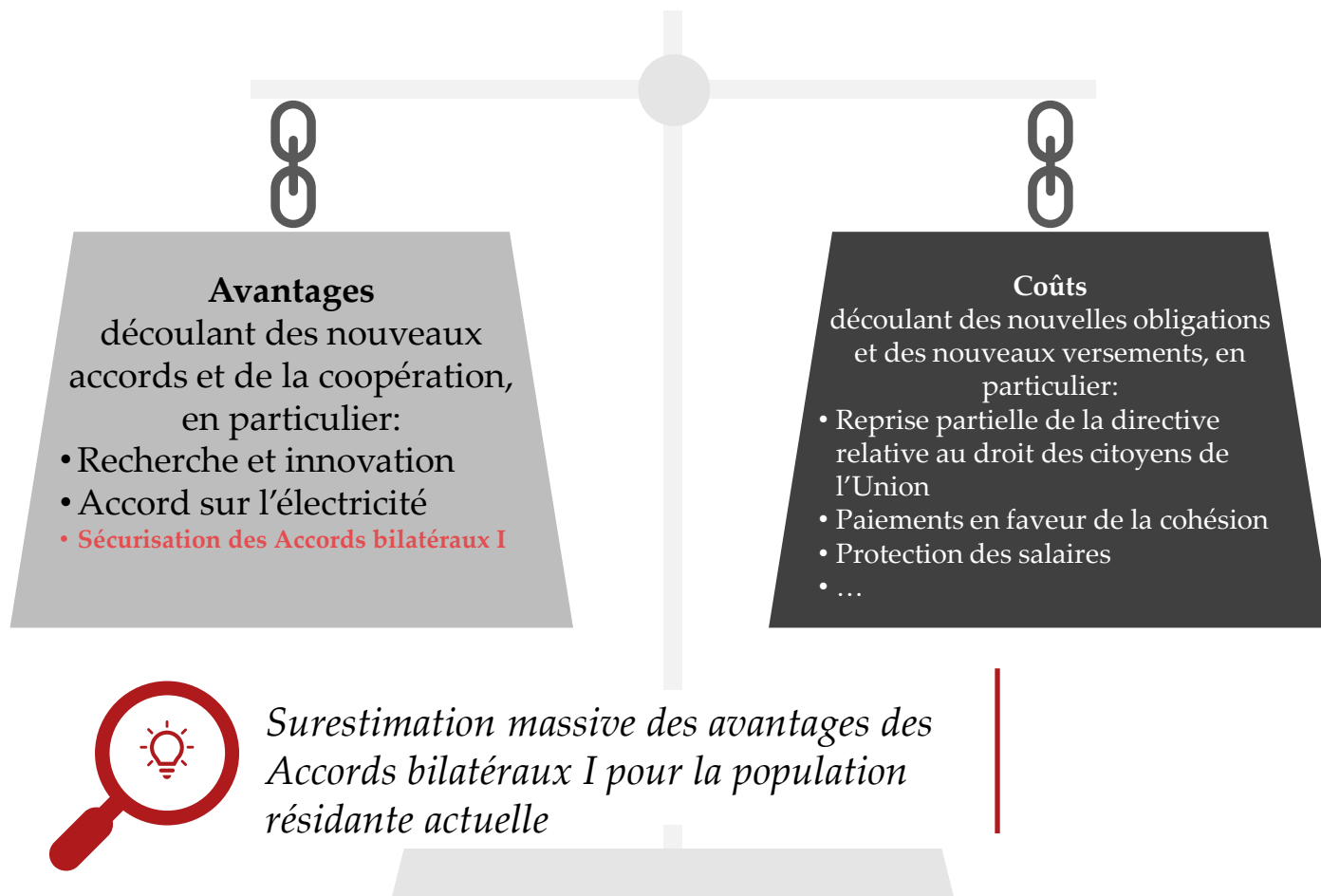


La perte de revenu est largement surestimée et repose sur une confusion entre les concepts de «territoire» et de «résidence»



Conclusion intermédiaire sur les avantages économiques

Les avantages des Accords bilatéraux I pour la population résidente sont négligeables



Question: quel est l'impact à long terme des éléments institutionnels sur la prospérité de la Suisse?

Modèle de réussite suisse

Les institutions suisses, un atout pour le site

La Suisse comme exception

- Revenu par habitant très élevé malgré une économie intérieure modeste et pauvre en matières premières
- Faible taux de chômage, marchés flexibles
- Grande capacité d'innovation, système éducatif solide, administration stable

Les institutions comme avantage concurrentiel

- Démocratie directe: le référendum freine la surréglementation, donne du pouvoir aux contribuables et aux consommateurs
- Fédéralisme: subsidiarité, concurrence, apprentissage institutionnel
- Contrôles et équilibres: consultation, Parlement, référendum

Bibliographie

- Die ökonomische Forschung zeigt: Politische Institutionen sind der zentrale Erfolgsfaktor (Acemoglu & Robinson, 2012; North, 1990; OECD 2024).
- Referendumsdrohung wirkt als Feedback-Loop. Regulierung, die keine Volksmehrheit findet, reift gar nicht erst (Luechinger & Schelker, 2026).
- Direkte Demokratie schützt diffuse Interessen (Konsumenten, Steuerzahler) gegen konzentrierte Partikularinteressen (Eichenberger, 1999; Brülhart & Jametti, 2019).
- Föderalismus mit Subsidiaritätsprinzip, interkantonaler Wettbewerb als disziplinierender Mechanismus (Kirchgässner, 2013; Burret, Feld & Schaltegger, 2022).

Changement de paradigme: reprise dynamique du droit

La reprise dynamique du droit affaiblit la démocratie directe

La Suisse accepte l'UE comme autorité réglementaire

- Le droit européen est repris dans des domaines clés (p. ex. ALCP, transport aérien)
- La Suisse ne dispose plus que d'un droit de veto («opt-out») — aucune possibilité d'adaptation
- En cas de veto: l'UE dispose d'un droit contractuel à des mesures compensatoires «proportionnées» (= sanctions)

Pourquoi le droit de veto perd sa valeur — logique de la théorie des jeux

Sanction CH $\geq$ avantage CH du non-respect

→ Les mesures compensatoires «proportionnées» doivent au moins neutraliser l'avantage de l'opt-out

- Sanctions ciblées possibles: l'UE peut orienter les mesures compensatoires vers des groupes d'intérêt centraux.
- Effet dissuasif dû à l'incertitude: tous les groupes d'intérêt potentiellement concernés veulent empêcher un veto.



*Le veto par référendum ou décision parlementaire n'est pas rentable
→ La démocratie directe est ainsi de facto neutralisée.*

Quantité et qualité de la réglementation

Des institutions différentes donnent lieu à des réglementations différentes

Processus législatif en Suisse

- Consultation formelle (art. 147 Cst.), systématique et transparente
- Analyse d'impact de la réglementation (AIR), obligatoire depuis la LACRE de 2024
- Le Conseil fédéral soumet au Parlement un message finalisé et un projet de loi révisé
- La législation est ensuite adoptée après plusieurs lectures dans les deux chambres du Parlement
- Référendum facultatif

Processus législatif européen formel

- Consultation et analyse d'impact
- Proposition de la Commission
- Lectures au Parlement et au Conseil

Processus législatif européen informel

- Le trilogue accélère la procédure entre la Commission, le Parlement et le Conseil
- Informel, faible transparence

Implications

- Critiques concernant la qualité et la traçabilité
- Faibles moyens fiscaux de la Commission → la réglementation comme instrument de contrôle central



Les critiques de Draghi concernant la réglementation excessive et inefficace de l'UE sont également dues à la procédure informelle du trilogue

Un élève modèle sans droit de regard

La Suisse est soumise à des obligations plus strictes que les membres de l'UE

Réalité du marché intérieur de l'UE (rapport Draghi 2024, FMI 2025)

- Énormes divergences nationales par rapport au droit européen («gold plating», réglementations nationales spéciales)
- FMI: coûts commerciaux cachés = équivalent douanier de 44% (marchandises) / 110% (services)
- La fragmentation coûte environ 200 milliards d'euros par an.

Pourquoi? Parce que l'harmonisation au sein de l'UE stagne

- Les États membres négocient des exceptions et des réglementations spéciales dans le cadre du processus législatif
- Mise en œuvre nationale: «gold plating» ou atermoiements
- Les sanctions en cas de non-mise en œuvre sont en fait inefficaces; pas de sanctions malgré l'arrêt de la CJUE

En revanche, la Suisse reprend directement le droit européen et est immédiatement sanctionnée en cas de divergences



La Suisse est systématiquement soumise à des règles plus strictes que les États membres de l'UE

Prix de l'acceptation

Les mesures d'accompagnement nationales mettent en péril une politique qui a fait ses preuves

Réglementation du marché du travail

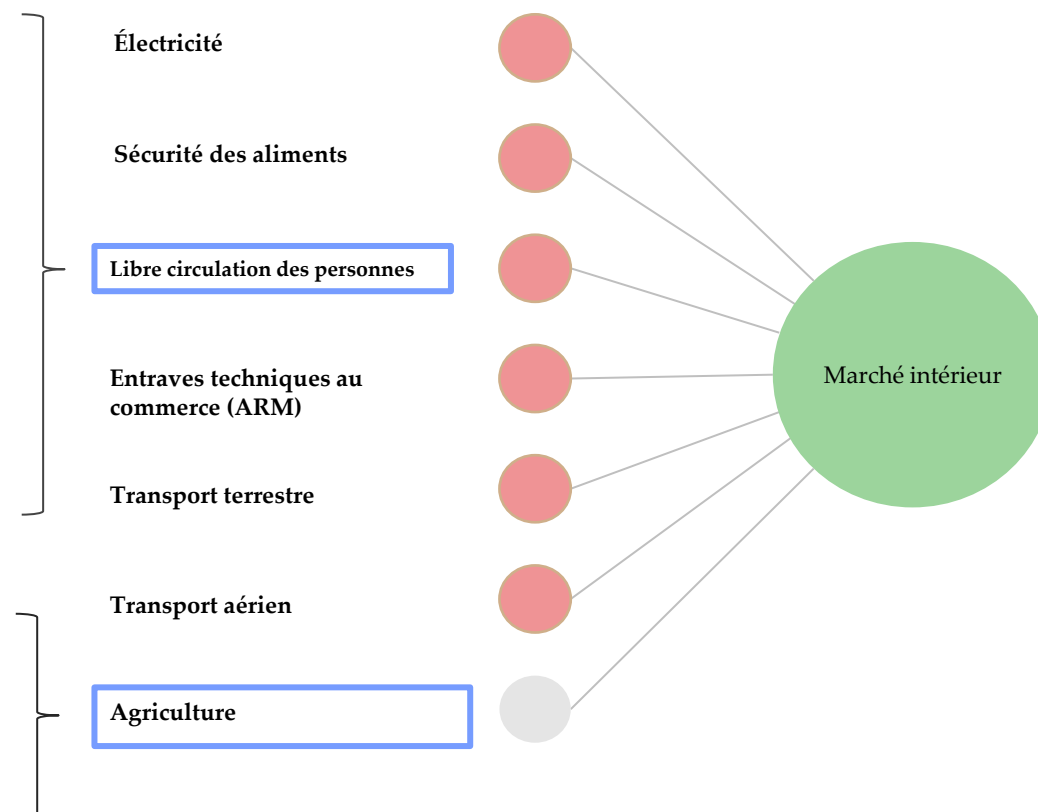
- Concessions aux syndicats: conventions collectives de travail (CCT), protection contre le licenciement
- Affaiblissement de la flexibilité du marché du travail, qui n'avait jusqu'à présent aucune chance au Parlement et lors du référendum.

Dynamique de compensation

- Les cantons réclament une compensation pour les coûts des aides d'État liés à la directive relative au droit des citoyens de l'Union
- Les villes réclament des mesures contre les loyers élevés
- Réglementations supplémentaires, augmentation des dépenses
- La compensation par la Confédération remet en cause la répartition fédérale des tâches

Exceptions pour l'agriculture

- Pas de transposition dynamique du droit; pas de CJUE en tant que dernière instance
- Bien qu'il existe d'énormes obstacles à la croissance dans le secteur agricole: droits de douane moyens: 24,8% (OMC), viande: 85%, produits laitiers: 130%.



Risques liés aux éléments institutionnels

Les éléments institutionnels affaiblissent la démocratie et la compétitivité

Affaiblissement de la démocratie

- Le droit européen est repris; seul un opt-out est encore possible
- Les mesures compensatoires augmentent le coût d'un veto
→ Les référendums deviennent peu attractifs («effet dissuasif»)

Désavantages concurrentiels

- La Suisse reprend le droit européen plus rapidement et plus complètement que les États membres de l'UE
- États membres de l'UE: participation à l'élaboration, exceptions, mise en œuvre différée
→ Risque de désavantages structurels

Charge réglementaire

- Importation de la logique réglementaire européenne dans le cadre des accords
- Coûts de mise en conformité plus élevés, notamment pour les PME

Risques institutionnels

- Atteintes au fédéralisme (compensations, droit aux aides d'État)
- Restrictions dans les accords avec des pays tiers



L'accord entre la Suisse et l'UE menace le modèle de réussite suisse

Risques à court terme en cas de rejet du paquet d'accords

Les deux parties ont intérêt à ce que les marchés restent ouverts

Clause «guillotine»: les accords bilatéraux vont-ils tomber?

- Pas de déclenchement automatique, uniquement en cas de résiliation
 - Jamais utilisée historiquement (2014, 2021)
 - Coûts élevés pour les deux parties
- Improbable

Résilier l'accord de libre-échange de 1972?

- Base du commerce (produits industriels)
 - Une résiliation serait extrêmement coûteuse sur les plans politique et économique pour les deux parties
- Très improbable

Risques réalistes

- Mesures de rétorsion ciblées (p. ex. équivalence boursière, Horizon, domaine des dispositifs médicaux)
 - En dehors des Accords bilatéraux I
- Probable



Le rejet de l'accord ne menace certes pas le libre-échange, mais pourrait entraîner des mesures de rétorsion ciblées.

Options d'action

Possibilités de préserver la souveraineté nationale et les intérêts économiques

Mesures unilatérales (applicables à court terme)

- Appliquer systématiquement le principe «Cassis de Dijon», réduire les exceptions
- Suppression des prescriptions en matière d'étiquetage et d'emballage
- Reconnaissance unilatérale des autorisations étrangères (y compris celles de la FDA)
- Libéralisation dans le secteur agricole (droits de douane moyens de 24,8%, viande 85%)

Mesures bilatérales (à moyen terme)

- Poursuite pragmatique du statu quo — dans l'intérêt des deux parties
- Modernisation de l'ALE de 1972: extension aux services, barrières non tarifaires (CETA comme modèle: accord commercial global sans intégration du marché intérieur (Felbermayr et al., 2023))

Mesures multilatérales

- Renforcement du rôle dans le cadre de l'OMC/GATT
- Accords de libre-échange avec d'autres partenaires (États-Unis, Asie)
- Diversification des relations commerciales, réduction de la dépendance vis-à-vis de l'UE

Conséquences d'un rejet

- Il ne faut guère s'attendre à des conséquences économiques directes, même en l'absence de développement des Accords bilatéraux I
- Des conséquences économiques indirectes dues à des mesures de rétorsion à court terme de l'UE sont probables

Conséquences d'une acceptation

- Coûts à court terme liés à l'adoption et à la mise en œuvre des nouvelles règles
- Abandon du principe d'autonomie réglementaire et suppression de la menace référendaire
- Risque à moyen et long terme d'érosion des facteurs de succès de la Suisse

Merci beaucoup pour votre attention

Prof. Dr Mark Schelker, mark.schelker@unifr.ch

Dr Michael Funk; michael.funk@swiss-economics.ch.

Swiss Economics, Ottikerstrasse 7, CH-8006 Zurich

www.swiss-economics.ch



Dr. Luzius Meisser

Entrepreneur, membre du conseil d'administration de Bitcoin Suisse

La vraie question : Bruxelles, quelle place pour la démocratie ?

«Avec la méthode d'intégration négociée, le Conseil fédéral et la Commission européenne contournent la démocratie. Pour les secteurs concernés par la méthode d'intégration, nous ne pourrons plus élire les politiciens qui rédigent les lois en vigueur. La consultation publique est également supprimée et les référendums ne pourront avoir lieu que sous la menace de mesures compensatoires. Malgré toutes les belles paroles, le comportement de la Commission européenne n'est pas marqué par le respect des droits de participation démocratique dans le processus législatif.»

Exemple d'action antidémocratique

- La démocratie se caractérise par la confiance dans la capacité de jugement des citoyens et des citoyennes.
- Cette confiance se reflète-t-elle dans les actions du gouvernement?
- Les économistes utilisent le concept de «préférences déclarées» vs «préférences révélées», qui signifie en substance: «vous les reconnaîtrez à leurs actes».

Exemple d'action antidémocratique

06. février 2026

Consultation 2.0 – plus de 900 prises de position rejetées

Lire l'article  Partager 

Selon le rapport de consultation concernant les accords-cadres entre la Suisse et l'UE, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a reçu 1376 prises de position, dont 1058 émanant de particuliers. Le DFAE en a toutefois ignoré le contenu.

La raison invoquée: «Il est fort probable qu'une grande partie de ces contributions individuelles ait été générée par une intelligence artificielle», écrit l'office. Selon le mensuel «Nebelspalter», des documents internes révèlent que cela ne concerne qu'une centaine de prises de position.

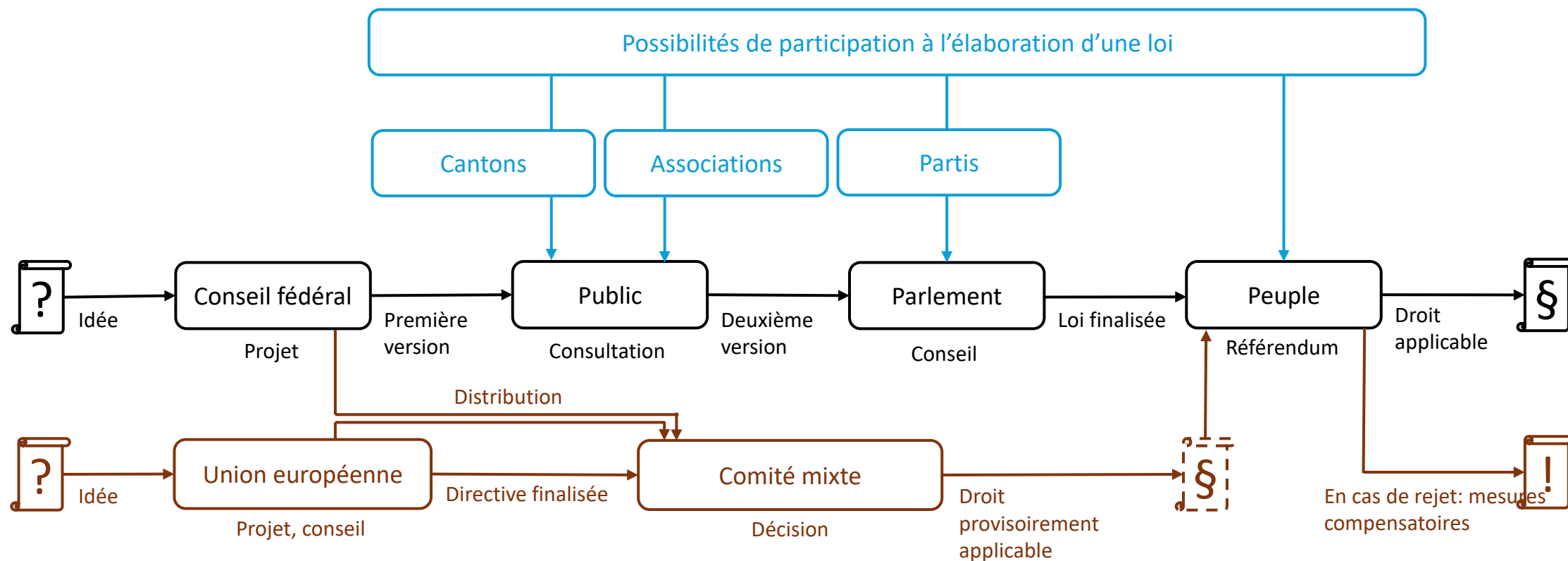
La Berne fédérale enfreint la loi sur la consultation

«La Suisse montre des signes de déclin institutionnel dans sa gestion de l'accord-cadre», commente à présent le professeur Carl Baudenbacher, ancien président de la Cour de justice de l'AELE, sur LinkedIn. Le DFAE aurait, de facto, supprimé plus de 900 contributions privées à la consultation. «Cela constitue une violation flagrante de la loi sur la consultation.»

Le DFAE justifie notamment sa démarche en affirmant que la consultation n'est pas une procédure de participation citoyenne, mais qu'elle est principalement destinée aux groupes d'intérêts organisés. Selon Carl Baudenbacher, le DFAE interprète incorrectement le message relatif à la loi sur la consultation. Cette dernière impose certes des exigences formelles, mais n'exclut aucunement les particuliers.

- «Préférences révélées» du Conseil fédéral:
 - «Votre opinion ne nous intéresse pas.»
 - «Nous savons mieux que vous.»
 - «Notre temps est plus précieux que le vôtre.»

La méthode d'intégration: un «bypass de la démocratie»



→ Le processus législatif aujourd'hui

→ Le processus législatif avec la méthode d'intégration

La méthode d'intégration: un «bypass de la démocratie»

Constitution fédérale

Art. 164 Législation

¹ Toutes les dispositions importantes qui fixent des règles de droit doivent être édictées sous la forme d'une loi fédérale.

Rapport du Conseil fédéral, page 74:

«Dans le cadre de la méthode d'intégration, les actes juridiques de l'UE intégrés dans l'accord font partie, du fait de leur seule intégration dans l'accord, de l'ordre juridique suisse, sous réserve des adaptations de ces actes que pourrait décider le CM.»

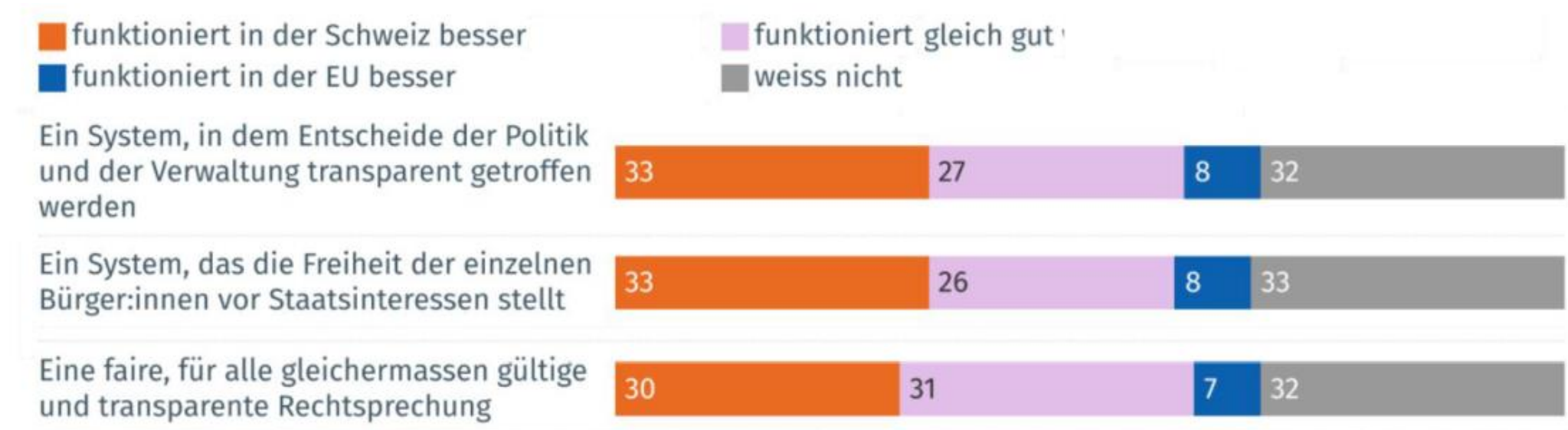
La méthode d'intégration n'était pas couverte par le mandat de négociation initial du Conseil fédéral!

→ Selon nous, il s'agit d'une modification constitutionnelle caractérisée.

Les Européens veulent plus de démocratie, pas moins

Les Européennes et Européens interrogés souhaitent que l'UE ressemble davantage à la Suisse, et non l'inverse.

- La Commission européenne ne défend pas les intérêts de ses propres citoyens et citoyennes.



Umfrage in den Nachbarländern. GFS Bern, 2021.

gfsbern.ch/wp-content/uploads/2021/11/212039_demokratie-eu_schlussbericht_def-1.pdf

Prof. em. Dr. Giorgio Behr
Fondateur et président de Behr Bircher Cellpack BBC Group

«L'accord sur l'élimination des obstacles techniques au commerce (ARM) n'a aujourd'hui guère d'importance dans la pratique, et les innovations proposées présentent des inconvénients. En matière de libre circulation des personnes, les modifications entraîneront une augmentation des coûts et l'immigration d'un nombre encore plus important de personnes sans activité lucrative. Les frontaliers et les spécialistes viendront en Suisse même sans ces adaptations négatives de l'accord.»

ARM: de moins en moins important en pratique

- Il n'est pas question d'érosion de l'ARM: l'UE modifie constamment ses réglementations.
- Les produits pharmaceutiques sont exclus de l'ARM et nécessitent toujours une autorisation dans l'UE. L'ARM n'a aucune incidence sur la technologie médicale.
- Avec l'ARM II, il n'y aura plus de participation au chapitre 15 «Processus de contrôle pharmaceutique» au sein du comité mixte.
- Le règlement sur les dispositifs médicaux (MDR) s'applique partout dans le monde à tous ceux qui livrent des produits dans l'UE.
- En cas de résiliation de l'ARM, les autorisations existantes restent valables (ARM, art. 20).
- La participation à la prise de décision («decision shaping») est un mythe (actuellement: «mutual agreement», désormais: «consensus» uniquement).
- Les grandes entreprises influencent la législation européenne, tandis que les PME sont souvent marginalisées!

L'ARM n'a pas d'impact significatif sur le PIB suisse

- Finances, services et commerce (74% du PIB): non concernés par l'ARM.
- Industrie pharmaceutique (14% du PIB): non concernée par l'ARM.
- Technologie médicale (MDR!): non concernée par l'ARM.
- Fournisseurs (la plupart des PME industrielles): non concernés par l'ARM.
- Pour les quelques pourcentages restants du PIB, une autorisation directe dans l'UE est généralement moins coûteuse, et la reconnaissance en Suisse ne pose aucun problème.
- Pourquoi la Suisse devrait-elle supporter des coûts et faire des concessions pour quelques entreprises seulement? Il existe de bonnes alternatives!

L'ARM II augmente le risque de surréglementation: le règlement MDR sur les dispositifs médicaux en est déjà la preuve

- L'adoption des règles de l'UE peut freiner l'innovation, augmenter les barrières à l'entrée sur le marché et désavantager les petits fournisseurs (cf. règlement MDR de l'UE sur les dispositifs médicaux).
- Une reprise rigide et automatique de telles règles freine la capacité d'innovation et la compétitivité de la Suisse.
- Les régions en forte croissance en Asie (mais aussi aux États-Unis) ne suivent pas les règles de l'UE et sont, de ce fait, plus innovantes.

Les frontaliers et les spécialistes continueront de venir travailler en Suisse même en l'absence de nouveaux accords: l'UE ne construira pas de mur autour de notre pays

- Même sans l'ALCP, la Suisse peut choisir de manière autonome qui est autorisé à travailler et résider en Suisse.
- Le nouvel ALCP augmenterait le nombre de citoyens de l'UE sans activité lucrative, étendant ainsi l'immigration vers les institutions sociales suisses. Une nouvelle autorité devrait être créée pour éviter les abus!
- 0,1 million de citoyens suisses sans passeport européen vivent dans l'UE, mais 1,4 million de citoyens de l'UE sans passeport suisse vivent en Suisse.
- Aucun avantage n'a été négocié pour la Suisse.

L'énergie devient un facteur clé pour l'économie

- L'accord sur l'électricité devrait avoir pour objectif de garantir la sécurité de l'approvisionnement électrique afin de réduire le risque d'un effondrement du réseau: or, cet accord ne comble pas le déficit hivernal de la Suisse en matière d'électricité.
- La Suisse dispose d'un atout stratégique : son parc hydraulique peut injecter jusqu'à 8 GW dans le réseau européen en quelques secondes, contribuant à stabiliser le système lors des périodes de *Dunkelflaute*. De plus, un «contournement» de la Suisse par de nouvelles lignes est actuellement irréaliste.
- La Suisse perd sur un autre point: le droit de concession n'est pas expressément exclu, de sorte que, selon la pratique de la CJUE, l'UE peut réglementer ce domaine sans l'accord de la Suisse.
- La priorité devrait être de garantir l'approvisionnement en électricité et des prix bas, et non le simple commerce de l'électricité: l'accord sur l'électricité aggrave la situation de la Suisse!

Les hypothèses des partisans sont erronées

- L'ARM est largement hors sujet: parallèlement, il agit comme un frein à l'innovation.
- Le nouvel ALCP n'apporte aucun avantage, mais augmente au contraire le nombre de personnes sans activité lucrative et entraîne des coûts élevés pour la Suisse.
- L'accord sur l'électricité ne résout pas le problème fondamental de la pénurie d'électricité en hiver et abandonne imprudemment les atouts permettant de stabiliser le réseau.
- Les partisans de ce paquet d'accords se basent sur des hypothèses erronées pour calculer les avantages attendus.

Dre Alexandra Janssen
Entrepreneure, PDG d'ECOFIN Portfolio Solutions SA

«La Suisse dispose d'une alternative viable à un accord-cadre institutionnel avec l'UE. Il est essentiel qu'elle utilise systématiquement sa marge de manœuvre actuelle. Cela inclut des réformes économiques et innovantes qui renforcent la place économique suisse, ainsi qu'une stratégie commerciale active au-delà de l'UE. Une politique européenne tournée vers l'avenir devrait donc reposer sur deux piliers : une coopération pragmatique avec l'UE et la préservation systématique de l'indépendance politique de la Suisse.»

Même en cas d'abolition des accords bilatéraux I, la Suisse dispose d'une marge de manœuvre

- Par le biais de réformes autonomes (unilatérales) ou d'une modernisation ciblée des accords commerciaux existants (bilatéraux).

C'est de moins de réglementation que la Suisse a besoin - pas davantage

- Selon certaines études, les coûts réglementaires en Suisse s'élèvent à plus de 30 milliards de francs par an. Cela représente une perte considérable en termes de performance économique.
- Au lieu d'adopter des réglementations supplémentaires de l'UE, la Suisse devrait donc
 - appliquer de manière plus systématique le principe du Cassis de Dijon
 - et réduire les barrières non tarifaires au commerce.

La Suisse doit diversifier ses options en matière de politique commerciale

- Dans un monde marqué par des tensions géopolitiques croissantes, accroître la dépendance vis-à-vis de l'UE est très risqué.
- Les petites économies ouvertes comme la Suisse ont tout intérêt à disposer de plusieurs piliers d'importance similaire leur permettant de tirer parti de leurs avantages comparatifs.

Les réformes internes sont la clé d'une économie prospère

- Indépendamment de ses relations avec l'UE, la Suisse a besoin de réformes :
 - une application systématique du frein à l'endettement,
 - des réformes structurelles de l'AVS et du système de santé,
 - ainsi qu'une répartition claire des tâches entre la Confédération et les cantons sont déterminantes.

La Suisse dispose d'alternatives à l'accord-cadre avec l'UE

- L'alternative à l'accord-cadre exige un renforcement systématique des avantages comparatifs de la Suisse.
 - renforcer la compétitivité de manière autonome,
 - maintenir ouvertes les options en matière de politique commerciale,
 - s'aligner sur les concurrents les plus forts, notamment en Asie et aux États-Unis,
 - oser les réformes : les entrepreneurs suisses sont capables de faire face à de nouvelles situations.
- Cette capacité d'action doit être au cœur d'une stratégie Suisse-UE tournée vers l'avenir.

Vos questions

Contact

autonomiesuisse
Grundstrasse 4a
6343 Rotkreuz

info@autonomiesuisse.ch